

«BLOQUONS TOUT» LE 10 SEPTEMBRE : UNE GAUCHE REMONTÉE À BLOC

L'appel à «bloquer le pays» a trouvé un écho auprès des partis de gauche qui ont tous inscrit la journée de manifestation dans leur agenda de rentrée. Pour ne pas répéter le scénario des gilets jaunes, ils s'y invitent sans savoir à quoi ressemblera ce mouvement parti de sphères nébuleuses.

La gauche française est pleine de contraste. Sur la route qui mène vers la présidentielle de 2027, elle ne cache plus ses ruptures : Jean-Luc Mélenchon répétant tout au long du week-end depuis Châteauneuf-sur-Isère (Drôme), où La France insoumise [organisait ses «Amfis»](#), que les socialistes «*trompent tout le monde*» ou que Marine Tondelier pratique une «*écologie venimeuse*» ; les autres dénonçant la «*dérive autoritaire*» de LFI après leur choix de [ne pas accréditer un journaliste du Monde](#) de leur rassemblement. Ambiance. Mais sur le chemin de la rentrée des classes 2025, elle avance peu ou prou... unie. Sans attendre les positions des organisations syndicales, les quatre composantes de la gauche à l'Assemblée ont toutes appelé, depuis une semaine, à soutenir et participer au [mouvement du 10 septembre](#), pourtant parti au début de l'été de comptes complotistes, souverainistes et d'extrême droite sur les réseaux sociaux.

Comme à leur habitude, les insoumis ont dégainé les premiers. D'abord dans un texte publié dans *la Tribune dimanche* le 17 août, appelant «*tous ceux qui partagent [leurs] principes et [leur] volonté d'action pour en finir avec le gouvernement Bayrou de se mettre immédiatement au service des collectifs locaux qui proposent cette mobilisation et à tout faire pour sa réussite*». Puis, en montant encore d'un cran lors de leur rentrée politique dans

la Drôme : *«Il faut que le 10 septembre soit un jour de blocage général, c'est-à-dire, pour ce qui concerne le salariat, que le 10 septembre ce soit la grève générale»*, a ainsi [scandé Mélenchon lors de son discours de rentrée](#), vendredi 22 août. Peu importe si ce mot d'ordre est très rarement repris par les principaux syndicats – CGT comprise – le triple candidat à la présidentielle estime qu'il va permettre de *«donner une puissance à cette journée»*. *«Il ne faut pas perdre l'occasion du 10 septembre par des actions effilochées»*, a-t-il souligné samedi sur BFM TV.

Objectif censure

Fidèles à leur théorie de *«révolution citoyenne»*, les insoumis parient donc sur un mouvement d'ampleur. Ce qui est pourtant très loin d'être acquis compte tenu de l'aspect nébuleux, pluriel et diffus des mots d'ordre et des modes d'action envisagés. Les mélenchonistes jouent pourtant gros : un tel mouvement doit, selon eux, les aider à renverser rapidement le gouvernement de François Bayrou, objectif que LFI estime être possible depuis l'annonce, en juillet, des pistes d'économies pour faire [44 milliards d'euros d'efforts budgétaires en 2026](#), notamment la [suppression de deux jours fériés](#).

«J'ai la quasi-certitude que la motion de censure sera votée [...] dès le mois de septembre», a ainsi insisté Mélenchon samedi sur TF1, confirmant la volonté de ses députés de [déposer une motion de censure](#) dès le 23 septembre, jour de reprise des travaux de l'Assemblée nationale. Au passage, les insoumis veulent démontrer aux électeurs de Marine Le Pen qu'un éventuel sauvetage de Bayrou serait de la responsabilité du Rassemblement national, qui a pris ses distances la semaine dernière avec les appels à *«bloquer le pays»*. La vice-présidente du parti, Edwige Diaz, [a ainsi rappelé que la formation d'extrême droite n'a pas «vocation à organiser des manifestations»](#). *«A quoi sert le RN, à part*

servir la soupe à Bayrou et à Macron ? a attaqué Mélenchon vendredi. Ils se préparent à ne pas voter la censure, sans savoir quel argument employer pour se justifier.»

Ne pas rater le coche d'un feu social

Mais en étant si prompt, LFI a pris de court les autres partis de gauche, obligés de se positionner sans attendre les syndicats. Dès le 20 août, la secrétaire nationale des écologistes, Marine Tondelier, [disait dans Libération](#) vouloir être *«en soutien de cette mobilisation, mais aussi de toutes les autres qui se préparent avec les partenaires sociaux»*. Présent à ses côtés pour les journées d'été des écologistes à Strasbourg, le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, a promis jeudi 21 août, que les socialistes seraient *«là le 10 septembre et les jours suivants»*, assurant que ce ne serait pas pour *«canaliser, dompter, instrumentaliser ou soumettre»* cette initiative, mais pour *«lui offrir un débouché politique qui ne soit pas celui de l'extrême droite»*.

CheckNews

[C'est quoi le mouvement «Bloquons Tout» qui appelle à «un arrêt total du pays» à partir du 10 septembre ?](#)

Son homologue communiste, [Fabien Roussel](#), a [embrayé samedi](#) : *«Nous serons bien sûr aux côtés de ceux qui proposeront des actions contre ce budget, pour défendre nos salaires, nos emplois, notre pouvoir d'achat, que cela vienne des syndicats de salariés ou de simples citoyens comme certains le proposent le 10 septembre prochain»*, a lancé le secrétaire national du PCF depuis Montpellier, où les communistes organisaient leur université d'été.

Car comme les insoumis, les communistes ne veulent pas rater le coche d'un feu social qui serait soudain comme celui des gilets jaunes à l'automne 2018. Et peu importe s'il

faut, cette fois-ci, devancer les appels des centrales syndicales, en particulier la CGT. *«On est en train de surmonter le coup de massue du 49.3 sur les retraites, qui a créé beaucoup de résignation»*, veut croire le chef des députés communistes, Stéphane Peu, pour qui il s'agit d'*«offrir des perspectives politiques»* à un éventuel mouvement social. Comprendre : en cas de nouvelle dissolution, détourner la *«colère»* vers des votes de gauche en les enlevant à l'extrême droite. *«Il ne faut pas avoir peur du peuple. Et nous, communistes, quand il y a de la colère, on est là aussi pour donner du sens, nourrir les débats, apporter du contenu»*, a plaidé Roussel.

«Ça ne ressemble plus à une expression citoyenne»

Mais la députée écologiste de la Drôme, Marie Pochon, craint que ce mouvement ne soit désormais étiqueté comme *«partisan»* et ne décourage justement des personnes rebutées par la gauche ou LFI. *«Le fait que les partis ne s'approchent pas des gilets jaunes au départ a permis à plein de gens de s'y identifier, précisément au moment où ils étaient dégoûtés par la politique, et c'est ainsi que des personnes venues d'horizons très divers ont commencé à se parler et à se trouver des causes communes»*, retrace-t-elle.

Alors que l'appel du 10 septembre venait au départ d'une nébuleuse très éclectique et mal définie, plusieurs écolos rencontrés lors de leurs universités d'été à Strasbourg ce week-end, assurent que dans beaucoup d'endroits, ce sont désormais des associations et des collectifs de gauche qui sont désormais à la manœuvre, comme Alternatiba à Grenoble. *«Et maintenant que la figure imposante de Jean-Luc Mélenchon est devenue une incarnation du mouvement, ça ne ressemble plus à une expression citoyenne, regrette Marie Pochon. Les électeurs RN, notamment, risquent de ne pas avoir envie de se joindre au 10 septembre.»*

Tirer les leçons des gilets jaunes

«Nous ne faisons pas de “récupération”, a rétorqué Mélenchon dans son discours de vendredi. Ce genre de mouvement est irrécupérable. Pour que le mouvement s’étende, il ne doit pas être approprié.» Devant ses militants, l’ancien député des Bouches-du-Rhône a dit vouloir simplement *«aider et servir le mouvement»*. *«Nous ne sommes pas un parti d’avant-garde qui trace la direction politique des masses. Nous les aidons à s’auto-organiser, a-t-il martelé. L’émancipation du peuple sera l’œuvre du peuple lui-même.»*

Qu’importe donc si personne ne sait à quoi ressemblera ce mouvement. Si on y verra ou entendra des slogans d’extrême droite (contre l’immigration par exemple). Si le lead pris par les insoumis sur cette date du 10 septembre effraiera ceux qui pouvaient s’intéresser à une mobilisation *«apolitique»*... Les insoumis répètent qu’ils soutiennent *«Bloquons tout»* parce qu’ils partagent les doléances lues en ligne sur la question de la justice fiscale. De quoi tirer les leçons des gilets jaunes, où LFI avait eu un temps de retard ? *«Les limites qui étaient celles de la mobilisation des gilets jaunes, par cette mise à distance qui a pu exister à un moment entre le mouvement et les organisations syndicales ou traditionnelles, on est en mesure, pour le 10 septembre prochain, de pouvoir les dépasser»*, a lancé dimanche Manuel Bompard, le coordinateur national de LFI, dans le discours de clôture des *«Amfis»*. De l’art de vouloir s’appuyer sur un mouvement social qui n’existe pas encore. Complexe.